



Enrichissez-vous, émancipez-vous !

Description

Les Chroniques de Patrick Pilcer

Les campagnes présidentielles commencent toujours par des mots et des slogans.

Avant les programmes, avant les chiffres, avant les alliances et les reniements, il y a quelques mots imprimés sur une affiche, répétés dans un meeting, testés par des communicants et destinés, espère-t-on, à entrer dans l'imaginaire collectif.

Croire en nous

Cet été, Édouard Philippe nous proposait de « *croire en nous* ». La formule est sympathique. Elle a le mérite d'être positive. Elle se veut rassembleuse. Mais est-ce vraiment ce que nous attendons de la politique ?

Je ne le crois pas. Et c'est justement le problème.

Dans une République laïque, je veux être libre de croire ou de ne pas croire. De croire en Dieu, en l'homme, au progrès, au marché, à l'État, à la chance ou à rien du tout. **La République ne doit pas me demander de croire, même en moi.** Elle doit, par contre, me donner des raisons d'avoir confiance.

La nuance paraît simplement sémantique. Elle est éminemment philosophique. La croyance appartient à l'intime. La confiance, elle, se mérite. La croyance peut survivre à l'absence de preuves. La confiance, jamais. La croyance regarde parfois vers le ciel. La politique, elle, devrait toujours garder les pieds sur terre et traiter des besoins réels de nos concitoyens.

C'est un peu comme la proposition d'un des candidats d'augmenter le salaire des enseignants de 20% sur 5 ans. Cela paraît beau, mais c'est oublier que les enseignants savent compter. Cela fait à peine 3,7% par an ! un peu plus que l'inflation, quand il nous faut un vrai choc de revalorisation des salaires réels des enseignants comme de tous les travailleurs ! On est là dans le domaine de la croyance et on

fait prendre des vessies pour des lanternes à nos concitoyens !

Je ne veux donc pas « croire en nous » Je veux que nous retrouvions confiance en nous

Et surtout que ceux qui aspirent à nous gouverner commencent par mériter la nôtre. La France souffre moins, à mes yeux, d'une crise de croyance que d'une gigantesque crise de confiance.

Nous ne faisons plus confiance à l'État pour tenir ses comptes. Plus confiance à l'école pour garantir l'ascension sociale. Plus confiance à la justice pour être suffisamment rapide. Plus confiance en la politique pour tenir ses engagements. Plus suffisamment confiance dans notre capacité collective à produire, entreprendre, inventer et transmettre. En fait, plus assez confiance en nous-mêmes pour imaginer que notre avenir puisse dépendre d'autre chose que d'une allocation, d'une réglementation ou d'un dispositif public supplémentaire.

Voilà le véritable chantier de 2027. Non pas fabriquer une nouvelle croyance. Mais reconstruire la confiance.

Et pour le centre et la droite, cela suppose de retrouver une idée presque disparue du vocabulaire politique français : l'émancipation.

François Guizot est resté dans l'Histoire pour deux mots que ses adversaires ont transformés en caricature : «*Enrichissez-vous !* » Comme si l'homme avait appelé les Français à se précipiter vers le veau d'or. La phrase réelle était autrement plus ambitieuse.

Guizot disait en substance aux Français : utilisez les droits que vous avez conquis, affermissez vos institutions, «*éclairez-vous, enrichissez-vous, améliorez la condition morale et matérielle de la France* ».

Tout y était. L'École. La connaissance. Le travail. La prospérité. Et même l'éthique. Près de deux siècles plus tard, peut-être devrions-nous oser actualiser cette injonction et en faire le slogan de campagne pour la Droite et le Centre:

Enrichissez-vous, émancipez-vous !

Le mot choque en France. C'est déjà révélateur. Et bien choquons et réveillons nos concitoyens, sortons-les des fadaises des extrêmes, et du néo-fascisme de LFI.

Nous avons développé une relation étrange à la richesse. Nous rêvons tous d'en avoir davantage mais regardons volontiers avec suspicion celui qui y parvient. Ne serait-ce pas d'ailleurs par jalousie que les Lfistes détestent la richesse, ou par leurs échecs dans la vraie vie ?

Nous célébrons le pouvoir d'achat mais nous nous méfions du patrimoine. Nous voulons davantage de salaires mais parlons parfois de l'entreprise comme si elle était l'adversaire du salarié. Nous voulons financer le meilleur modèle social du monde mais hésitons encore à prononcer le mot profit sans nous excuser.

Or il n'existe pas de prospérité sociale durable sans prospérité économique. Avant de répartir la richesse, encore faut-il la produire. Cette simple phrase devrait être affichée dans tous les ministères de Bercy.

S'enrichir ne signifie pas devenir milliardaire. S'enrichir, c'est pouvoir vivre de son travail. Acheter son logement. Épargner. Investir. Créer une entreprise. Transmettre quelque chose à ses enfants. Simplement ne pas trembler devant chaque facture imprévue. Pouvoir choisir de travailler davantage pour gagner davantage sans que l'État considère immédiatement cette ambition comme une anomalie fiscale.

La propriété est aussi une liberté

S'enrichir, c'est surtout devenir moins dépendant. Et c'est là que l'économie rejoint la philosophie. La propriété est aussi une liberté. L'épargne est une liberté. Le travail est une liberté lorsqu'il permet de choisir sa vie. La création d'entreprise est une liberté. Et l'éducation est probablement la première de toutes les libertés, car elle permet l'émancipation.

Voilà pourquoi j'ajouterais à Guizot un second terme :

émancipez-vous.

Émancipez-vous de la naissance. Émancipez-vous du quartier dans lequel vous avez grandi. Émancipez-vous du diplôme que vous n'avez pas obtenu à vingt ans. Émancipez-vous de la dépendance à l'État lorsqu'elle devient une assignation. Émancipez-vous même de l'entreprise dans laquelle vous travaillez si vous rêvez d'en créer une autre.

Une grande politique libérale et sociale ne devrait pas promettre à chacun que l'État prendra éternellement soin de lui. Elle devrait lui donner les moyens de ne plus avoir besoin de l'Etat chaque fois que cela est possible.

C'est cela, l'émancipation. La protection est nécessaire lorsque le destin frappe. L'émancipation est préférable lorsque la vie commence. Un État digne de ce nom doit tendre la main à celui qui tombe.

Il ne doit pas lui apprendre à rester assis et muet.

Ce projet devrait être celui d'un centre et d'une droite modernes. Non pas moins de solidarité. Mais davantage d'autonomie. Non pas abandonner les plus fragiles. Mais refuser de construire une société dans laquelle la fragilité devient un statut permanent.

L'école doit émanciper. Le travail doit émanciper. Le logement doit émanciper. L'épargne doit émanciper. L'entreprise doit émanciper. La retraite elle-même doit être pensée comme le résultat d'une vie d'autonomie et de transmission, pas uniquement comme une créance.

Voilà un projet politique autrement plus puissant que la simple gestion comptable des dépenses publiques. Car réduire la dépense publique n'est pas un projet de société.

Rendre les Français suffisamment forts pour avoir moins besoin de l'Etat en est un.

La France possède un talent extraordinaire. Elle produit des entrepreneurs et les admire lorsqu'ils

réussissent à l'étranger. Elle forme des ingénieurs et se désole lorsqu'ils partent. Nous savons créer des fortunes mais le débat public tourne depuis trop longtemps autour de la manière de les taxer toujours plus et de les faire partir. La France demande à ses jeunes de prendre des risques tout en construisant un système qui récompense souvent davantage la rente que le risque. Il faut renverser cette logique.

Une nation prospère ne devrait pas se demander constamment comment empêcher quelqu'un de devenir trop riche. Elle devrait d'abord se demander pourquoi tant de ses citoyens ont le sentiment qu'ils ne le deviendront jamais. La vraie fracture française est peut-être là.

Entre ceux qui pensent encore que demain peut être meilleur et ceux qui n'y croient plus précisément parce qu'ils n'ont plus confiance.

Alors oui, je préférerais mille fois entendre un candidat dire :

« Enrichissez-vous, émancipez-vous ! » par l'éducation, par le travail, par le mérite, et enrichissez la France, participez ainsi, vraiment, à l'amélioration de l'Homme et de la Société, chacun selon ses moyens.

Ce slogan comporterait naturellement des obligations. Si nous voulons que les Français s'enrichissent, rendons le travail plus rémunérateur. Baissons la CSG et augmentons la TVA (cf mes précédents éditoriaux et mon livre « Radicalement Républicain »). Rendons l'actionnariat salarié plus accessible. Permettons à chacun de se constituer un capital. Faisons de l'école la première machine à fabriquer de la liberté. Facilitons la création, la croissance comme la reprise des entreprises. Cessons de changer les règles fiscales comme on change de ministre. Récompensons le risque, l'effort, l'innovation et le mérite.

Et surtout, cessons de considérer la réussite comme une faute dont l'impôt constituerait l'expiation.

L'impôt est nécessaire. La solidarité est indispensable. Mais l'impôt doit financer nos services publics et la solidarité nationale, pas punir celui qui réussit. Il existe derrière cela une idée presque spirituelle.
L'émancipation est le passage de la peur à la liberté.

L'enfant devient adulte lorsqu'il cesse d'attendre que quelqu'un décide pour lui. Une société aussi. Nous sommes devenus un pays qui demande beaucoup à l'État parce qu'il ne se fait plus suffisamment confiance. Et l'État, comme tous ceux dont on attend trop, finit par promettre ce qu'il ne peut plus donner. Il emprunte. Il réglemente. Il distribue. Puis il s'étonne que les citoyens soient déçus. Peut-être faudrait-il inverser la relation. Moins promettre, mais davantage libérer.

2027 ne devrait donc pas être l'élection de celui qui promettra aux Français de croire davantage. Elle devrait être celle de celui ou celle qui leur donnera les moyens .

La propriété est aussi une liberté.

Je ne veux pas d'un président qui me demande de croire en lui. Je veux un président qui crée les conditions pour que j'aie moins besoin de lui.

Je ne veux pas d'une République qui réclame ma foi. Je veux une République qui mérite ma confiance, avec moins d'Etat mais mieux d'Etat !

Et je ne veux plus entendre que l'enrichissement serait un gros mot alors que la France a précisément besoin de créer davantage de richesses pour financer son école, son armée, sa santé, sa recherche, sa transition écologique et sa solidarité, et pour rester souveraine.

Guizot avait compris quelque chose que nous avons oublié : une nation ne progresse pas en organisant seulement le partage de ce qu'elle possède déjà. Elle progresse lorsqu'elle augmente les connaissances, les libertés et la prospérité de ceux qui la composent.

Alors, aux candidats du centre et de la droite qui cherchent encore leur slogan, j'en propose un. Il n'appelle ni à la foi ni au miracle. Il demande du travail, de l'éducation, du courage, de la liberté et de la responsabilité. Il parle au portefeuille mais aussi à l'esprit. Il propose non pas seulement de devenir plus riche, mais de devenir davantage maître de son destin.

Enrichissez-vous. Émancipez-vous, par l'éducation, par le travail, par le mérite, et alors, peut-être, retrouverons-nous quelque chose de plus précieux encore que la richesse : **la confiance en nous.**

Patrick Pilcer

Categorie

1. Politique

date créée

29 août 2026